



MINISTÈRE  
DU TRAVAIL,  
DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE  
ET DE L'ÉDUCATION,  
*en charge de la fonction publique,  
de la recherche et de l'enseignement supérieur*

ARRETE N° 00012 / CM du 02 JAN. 2018

Portant création du certificat polynésien d'aptitude professionnelle, gestion et exploitation en milieu marin

LE PRESIDENT DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NOR :  
DEE1721872AC-3

Sur le rapport du Ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 modifié, portant nomination du Vice-Président et des Ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code du travail et notamment son article LP 6312-13 ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'Etat ;

Vu l'avis des partenaires sociaux réunis en concertation globale tripartite le 28 novembre 2017 ;

Le Conseil des Ministres en ayant délibéré dans sa séance du 13 DEC. 2017

ARRETE

CHAPITRE I -

OBJET DU CERTIFICAT POLYNESIEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE

**Article 1er.** - Il est créé le certificat polynésien d'aptitude professionnelle (CPAP), gestion et exploitation en milieu marin (GEMM). Il est classé au niveau V de la nomenclature des niveaux de formation.

Le titulaire du CPAP GEMM exerce ses activités professionnelles dans les deux champs suivants :

- pêche et activité touristique liées à la pêche lagonaire et côtière et aquaculture
- maintenance du moteur marin, des coques et des équipements

**Article 2.** - Le CPAP GEMM est composé de deux unités constitutives du diplôme réparties comme suit :

- Unité professionnelle 1 :
  - Préparation d'une activité de pêche ou d'élevage ou d'une activité de plaisance,
  - Prévention santé environnement ;
- Unité professionnelle 2 :
  - Mise en œuvre et gestion de l'activité de pêche, d'élevage et de plaisance.
  - Entretien du matériel, de l'embarcation (moteur et coque).

Ampliations :

PR	1
VP	1
SGG	1
REG	1
MTF	1
DGEE	1
VR	1
JOPF	1

Trans. (avec AR):

HC	1
----	---

Lexpol :

SCM  
DMRA

En outre, le règlement d'examen fixe les unités d'enseignement général :

- Enseignement général 1 :
  - français et histoire-géographie et enseignement moral et civique ;
- Enseignement général 2 :
  - mathématiques-sciences ;
- Enseignement général 3 :
  - éducation physique et sportive.

**Article 3. -** Le référentiel du diplôme et des modalités de certification ainsi que les repères pour la formation et la certification du présent CPAP figurent en annexes 1 et 2 au présent arrêté.

Ces documents constituent le cadre auquel se réfère l'établissement public d'enseignement ou privé pour la mise en place et l'organisation de la formation et les membres de jury statuant sur la délivrance dudit diplôme.

## **CHAPITRE II -**

### **ORGANISATION DE LA FORMATION**

**Article 4. -** Peuvent accéder à cette formation, les élèves ayant un niveau de classe de 3<sup>ème</sup> de collège.

**Article 5. -** Sur autorisation du Ministre en charge de l'éducation, les établissements publics d'enseignement ou privé peuvent organiser la formation et les sessions d'examen dudit certificat.

**Article 6. -** Sur autorisation du Ministre en charge de l'éducation, sur demande du Ministre en charge de la formation professionnelle, un organisme de formation public ou privé peut organiser la formation.

Le cas échéant, le bénéficiaire de la formation est inscrit sous le statut de stagiaire de la formation professionnelle continue tel que défini aux articles Lp. 6331-1 et suivants du code du travail, et pour l'examen, il est inscrit en qualité de candidat sous statut individuel.

**Article 7. -** La liste et les horaires des enseignements dispensés sont définis conformément au tableau figurant en annexe 3 du présent arrêté. La préparation à ce certificat comporte une période de formation en milieu professionnel de douze semaines.

**Article 8. -** Dans le cadre des enseignements obligatoires, un ou plusieurs projets pluridisciplinaires à caractère professionnel sont réalisés en première année et en deuxième année de formation. Le volume horaire consacré à ce ou ces projets est réparti entre les disciplines d'enseignement général et les disciplines d'enseignement technologique et professionnel.

**Article 9. -** Le volume horaire des enseignements et des activités encadrées ne doit pas excéder, par élève ou stagiaire, huit heures par jour et trente-cinq heures par semaine.

**Article 10. -** Les enseignements peuvent être dispensés en classe entière ou en groupes à effectif réduit.

## **CHAPITRE III -**

### **EVALUATION ET DELIVRANCE DU CERTIFICAT POLYNESIEN D'APTITUDE PROFESSIONNELLE**

**Article 11. -** Le CPAP GEMM est obtenu par le succès aux examens ou, en tout ou en partie, par la validation des acquis de l'expérience, organisés selon le référentiel du diplôme et des modalités de certification et les dispositions du présent arrêté.

**Article 12. -** Le règlement d'examen du CPAP GEMM fixe la liste des unités constitutives du diplôme, le coefficient correspondant et les modalités d'examen.

A chaque unité constitutive du diplôme correspond une épreuve.

**Article 13. -** Afin d'évaluer la maîtrise de l'ensemble des compétences nécessaire à l'obtention du certificat polynésien d'aptitude professionnelle, il est organisé des sessions d'examen.

Peuvent se présenter aux épreuves du certificat polynésien d'aptitude professionnelle :

- 1°) les candidats ayant effectué une session de formation dans un des établissements publics d'enseignement ou privé visés à l'article 5 du présent arrêté ;
- 2°) les candidats sous statut individuel.

**Article 14.** - Les personnes souhaitant faire valider les acquis de l'expérience adressent une demande de validation des acquis de l'expérience pour obtenir le diplôme visé, au service en charge de la validation des acquis de l'expérience (V.A.E.).

La demande comprend les pièces suivantes :

- le formulaire de demande de validation des acquis de l'expérience ;
- l'ensemble des pièces justificatives prévues à l'article Lp. 6412- 3 du code du travail susvisé.

**Article 15.** - Les compétences sont évaluées au vu :

- des résultats aux sessions d'évaluation par contrôle en cours de formation, pour les candidats mentionnés en 1) de l'article 13 du présent arrêté ;
- des résultats aux sessions d'évaluation par épreuves ponctuelles terminales, pour les candidats mentionnés en 2) de l'article 13 du présent arrêté ;
- du dossier de synthèse de pratique professionnelle (DSPP) pour la V. A. E., établi par le candidat et qui décrit sa pratique professionnelle, suivi d'un entretien avec le jury portant sur l'ensemble des compétences nécessaires à l'exercice du métier visé, pour les personnes mentionnées à l'article 14 du présent arrêté.

**Article 16.** - Les phases de préparation des sujets d'examen, de déroulement des épreuves orales, pratiques et écrites, celles relatives aux corrections des copies et à l'harmonisation des épreuves orales et enfin concernant les jurys finaux et travaux post-examens sont organisées conformément au protocole relatif à l'organisation des examens pris en application de l'article 4 de la convention relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'Etat sus-référencée.

**Article 17.** - Les candidats à l'examen peuvent d'être dispensés, à leur demande, de certaines unités d'enseignement général dans les conditions précisées en annexe 4 du présent arrêté.

**Article 18.** - L'évaluation de chaque épreuve est sanctionnée par une note variant de 0 à 20 en points entiers à laquelle s'applique le coefficient. La décision d'attribuer ou non le diplôme est prise, à l'issue des épreuves, lors d'une délibération des membres du jury. L'absence à une épreuve est éliminatoire.

**Article 19.** - Les candidats non admis conservent pendant cinq années le bénéfice des notes égales ou supérieures à la moyenne obtenues à une ou plusieurs épreuves.

Les notes ainsi conservées par les candidats sont prises en compte avec celles des autres épreuves lors de sessions ultérieures pour l'attribution du diplôme. Si les candidats renoncent au bénéfice de ces notes, ils subissent l'examen dans l'ensemble des épreuves. Seules les notes alors obtenues au titre de cette session sont prises en compte pour l'attribution du diplôme.

**Article 20.** - Le jury dresse un procès-verbal signé par l'ensemble des membres du jury sur lequel figurent pour chaque candidat les décisions d'attribution ou de refus du diplôme.

**Article 21.** - Le certificat polynésien d'aptitude professionnelle est délivré par le Ministre en charge de l'éducation et contresigné par le Vice-Recteur.

**Article 22.** - Les candidats visés au 1) de l'article 13 du présent arrêté, en cours de formation menant au certificat polynésien d'aptitude professionnelle, peuvent subir les examens du certificat polynésien d'aptitude professionnelle de la session organisée en 2018.

**Article 23.** - Le Ministre du travail, de la formation professionnelle et de l'éducation, en charge de la fonction publique, de la recherche et de l'enseignement supérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le

02 JAN. 2018

Le Président absent  
Le Vice-président

Teva ROHFRITSCH

Par le Président de la Polynésie française

Edouard FRITCH

Le Ministre  
du travail,  
de la formation professionnelle  
et de l'éducation,  
*en charge de la fonction publique,  
de la recherche et de l'enseignement supérieur*

Pour Ampliation,  
Pour Le Secrétaire Général du Gouvernement  
et par Délégation



*[Signature]*  
T. FENUAITI

Tea FROGIER